



La nouvelle politique chinoise de crédit social

Lancée pour la première fois en 2014 et supposée être appliquée à l'ensemble des citoyens chinois d'ici 2020, la politique de « crédit social » de Pékin est vue, en Occident, comme une véritable violation du droit à la vie privée. Pourtant, cette notation sociale, qui fonctionne pour le moment sur le principe du volontariat, semble attirer de plus en plus de personnes.

Un nouveau système qui officialise la surveillance de masse des citoyens

Pour le gouvernement chinois, cette notation sociale est une manière de récompenser les « bons citoyens » et de punir les autres, c'est-à-dire les individus au comportement jugé inapproprié ou nuisant à la paix de la nation. Les détails relatifs à l'attribution des notes et des critères appliqués sont pour le moment classifiés : nous savons simplement que le système fonctionne sur la base des algorithmes utilisés par le site de vente en ligne chinois *Alibaba*. Le crédit social, imposé petit à petit par Pékin, épie les citoyens grâce à l'analyse des habitudes d'achat, des commentaires sur les réseaux sociaux, du casier judiciaire, des notes de l'administration fiscale ou encore des données financières.

Si jusqu'ici le crédit social était appliqué sur la base du volontariat, de plus en plus d'individus sont intéressés par cette expérimentation. En effet, le principe de surveillance n'est pas une nouveauté en Chine : du temps du régime maoïste, les différentes unités de travail tenaient un dossier individuel sur chaque citoyen, que l'on appelait le « *Dang'an* ». Dans le cas de la notation sociale introduite récemment, les personnes concernées ont au moins l'avantage de connaître leur score et peuvent donc essayer de l'améliorer.

Des conséquences déjà largement ressenties

Les actes susceptibles de faire baisser la note sociale sont nombreux : fumer dans un avion ou dans un train, frauder dans les transports en commun, ne pas s'arrêter à un feu rouge, payer ses factures en retard ou encore ne pas se rendre à une réunion au travail sont autant de raisons de perdre des points. Les conséquences du lancement de cette nouvelle politique n'ont d'ailleurs pas tardé à se faire sentir : en avril 2018, on comptabilisait déjà 11,14 millions de voyages en avion et 4,25 millions de trajets en train annulés par les compagnies aériennes et ferroviaires sur ordre du gouvernement pour cause de note sociale trop basse. D'après le *Global Times*, un journal proche du Parti Communiste chinois¹, les noms de 33 000 entreprises au comportement jugé « mauvais » ont également été publiés² par le gouvernement.

À Shenzhen, ville du sud-est de la Chine et proche de Hong-Kong, un programme de « *name and shame* », qui fonctionne sur le concept de reconnaissance faciale a été mis en place à certains carrefours : chaque personne qui traverse la route alors que le feu est rouge pour les piétons voit alors sa photo et son nom projeté sur large écran pendant quelques minutes, et ceci pour la désigner comme l'exemple à ne pas suivre. Sa note sociale baisse également. D'ici 2020, une note sociale trop basse empêchera l'accès à de nombreuses commodités : interdiction de voyager, de se rendre dans des hôtels de luxe, d'obtenir une promotion au travail, un crédit immobilier ou encore d'inscrire ses enfants dans l'école de son choix. Cependant, le gouvernement offre également des récompenses aux citoyens exemplaires : ces derniers n'ont plus besoin de payer une caution pour louer un appartement ou d'attendre pour passer les contrôles de sécurité à l'aéroport et ont la possibilité de voyager en première classe à des prix très attractifs³. Les avantages sont nombreux et semblent pousser les Chinois à s'investir de plus en plus dans ce nouveau système qui fonctionne en grande partie grâce à internet et aux téléphones portables. En effet, quand la politique de crédit social sera complètement opérationnelle, un message sera directement envoyé sur le smartphone de la personne concernée en cas d'augmentation ou de diminution de sa note.

Pour le moment, cette généralisation de la surveillance de masse de la population est propre à la Chine, mais il est probable qu'elle soit également développée ailleurs. La Thaïlande et le Myanmar ont notamment déjà manifesté leur intérêt pour ce système.

Ces propos ne reflètent que l'opinion de l'auteur.

1 Le *Global Times* dépend du groupe de presse *Renmin Ribao* (qui publie « Le Quotidien du peuple », l'organe du Parti Communiste), mais est cependant assez ouvert et libéral dans ses analyses.
2 Xuanzun Liu, « *Social credit system must bankrupt discredited people: former official* », *Global Times*, 20 mai 2018.
3 Hvistendal Mara, « *Inside China's vast new experiment in social ranking* », *Wired Business*, 14 décembre 2017.